

Commission: Conseil des Ministres de l'Economie et des Finances

Sujet: Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Pays: Suède

La Suède ou officiellement le Royaume de Suède est un pays de l'Europe du nord-ouest ayant la frontière avec la Finlande à l'est et la Norvège au nord et à l'ouest. Elle est reliée au Danemark par le Pont de L'Öesund dans le sud. La Suède est une monarchie constitutionnelle. Carl XVI Gustaf est roi depuis 1973. Le Premier ministre et chaque ministre individuellement sont responsables, devant le Riksdag, parlement monocaméral élu pour 4 ans. Lors des élections législatives de 2014, le candidat social-démocrate Stefan Löfven remporte de justesse les élections avec 43,7% des voix. Il forme un gouvernement de coalition avec les Verts et reçoit le soutien du Parti de gauche au Parlement. La Suède a choisi de ne pas participer à la construction européenne pendant longtemps. Elle a préféré s'associer à l'AELE (Association européenne de libre échange) plutôt qu'aux Communautés européennes. Après la Guerre Froide, elle a reconsidéré l'intérêt de rejoindre l'UE. Autrement, à cause de sa situation géographique et économique, elle avait la possibilité d'influencer les décisions européennes. Donc, après un référendum qui donne une majorité en faveur de l'adhésion, la Suède intègre l'UE en 1995.

Depuis sa construction, la commission de l'économie et des finances de l'Union Européenne travaille en faveur des États, dirige et contrôle la stabilité financière des activités européennes en essayant de toujours développer le marché européen. Pour cette raison, l'UE est vue généralement comme un bloc protectionniste par les autres pays. Cependant, jusqu'à la crise sanitaire, au lieu du protectionnisme, il était question de la défense de la "préférence européenne" ou de la "préférence communautaire".

En observant les données, on peut voir que l'UE n'applique pas une politique protectionniste jusqu'à la Covid-19. Après la pandémie, avec la mauvaise trajectoire de l'économie européenne et mondiale, la Commission Européenne dirigée par Ursula von der Leyen a insisté, a invité les pays européens à sauvegarder, à défendre une position économique de protectionnisme européen. Certains pays ont pris des grandes décisions, d'autres ont décidé de prendre des décisions qui ne sont pas très radicales. Mais, le protectionnisme nécessite un accord commun et une confiance entre les pays européens. Il y a une vérité de concurrence économique en face de l'UE qu'on ne peut pas ignorer. Dans ces conditions, si une politique protectionniste est appliquée, tous les pays européens doivent travailler en concordance dans cette situation, on est obligé de vous déclarer que, le protectionnisme est contre pour notre politique. On ne pourra pas encourager les autres ministres pour le protectionnisme européen.

Surtout après la crise de 2008, on peut voir clairement les changements dans les pays qui donnent la priorité à leurs intérêts économiques nationaux au lieu de, ou avant de penser aux intérêts de l'UE. Les pays comme la Grèce et l'Italie se sont rapprochés des autres puissances économiques (la Chine, la Russie) au lieu de diminuer leurs déficits économiques, en accord avec l'UE. D'autre part, on sait que l'économie européenne s'est fragilisée, est devenue instable ces dernières années, notamment suite à l'approbation du Brexit en 2016. Après le Brexit, certains pays comme l'Allemagne ont pris des précautions, des mesures protectionnistes. On peut voir aussi d'autres pays qui sont contre le libéralisme et qui prennent des décisions, sous l'influence des mouvements nationalistes.

Avec la crise de Covid-19, les changements dans les différents marchés se sont réalisés. Cela a causé beaucoup de mauvais résultats. Les flux ont été congelés surtout en Europe où on ressent beaucoup les effets de la pandémie. Dans cette situation, les moyens de subsistance ont un rôle très important. Par exemple, pendant la pandémie, les pays comme l'Italie et l'Espagne, où la principale source de revenu est le tourisme, ont été gravement touchés. Mais au contraire, la Suède a

moins ressenti les effets de la crise que les autres pays européens car notre économie est basée sur l'exportation surtout celle du bois, de l'hydro-électrique, du fer et de l'acier.

Torbjorn Isaksson, le chef analyste chez Nordea Bank, a déclaré dans son évaluation, que la baisse en Suède était un revers dramatique, comme prévu. "Mais par rapport à d'autres pays, par exemple, par rapport à L'Europe du Sud, c'est beaucoup mieux", a-t-il déclaré. La Suède a eu recours à des mesures sanitaires légères depuis le début de la pandémie. Plutôt que de prendre des mesures telles que des couvre-feux et la fermeture d'espaces sociaux prises par d'autres pays lors de la pandémie de Covid-19, il s'agissait de conseils aux citoyens sur : la distanciation physique, l'encouragement des citoyens à travailler à domicile et à éviter les transports en commun. Bien que les entreprises en Suède aient continué à fonctionner en grande partie pendant la pandémie, l'économie du pays a été touchée par un manque de demande de l'étranger, en grande partie en raison des exportations.

La contraction d'une économie pendant deux trimestres consécutifs est considérée comme une récession. Selon diverses estimations, l'économie suédoise diminue de 5% cette année. Cela présente des similitudes avec d'autres pays scandinaves, bien que moins que les pays durement touchés par Covid-19, tels que L'Italie, L'Espagne et le Royaume-Uni. La Suède avait un taux de chômage de 9% en Mars. Parmi les pays nordiques, ce chiffre est de 7, 1%.

En outre, il y a eu aussi d'autres mauvais résultats. Les entreprises ont fermé à cause de problèmes financiers. Le taux de chômage des pays a augmenté et celui de prospérité a diminué. À cause de l'augmentation de l'inflation, le pouvoir d'achat a baissé. Les déficits des pays sont devenus plus élevés. Pour cette raison, les États doivent prendre des précautions comme donner des allocations, encourager les investisseurs, donner des priorités financières. Dans ce cas, on vous déclare que le protectionnisme ne sera pas une solution utile. Il peut servir à maintenir l'argent dans le marché européen et à développer les économies nationales des pays européens en donnant des douanes aux marchandises importées. Mais, si l'économie libérale du pays n'est pas élevée, il va avoir beaucoup de problèmes avec les douanes, les exportations et les importations car il ne possède pas l'occasion de produire son propre marchandise et il ne pourra pas gagner de l'argent en exportant les marchandises qui ne sont pas préférés dans les autres pays.

En ce moment, on peut dire clairement que les positions contre le protectionnisme dépendent des politiques des pays. Par exemple, les ministres du commerce et les hauts fonctionnaires de Finlande, du Danemark, d'Allemagne, de République Tchèque et des Pays-Bas étaient à Stockholm le 18 Février 2020 parce que le gouvernement suédois tente de former une alliance contre le protectionnisme dans l'UE, et de faire pression pour des réformes de l'OMC. Avant la réunion, la Ministre Suédoise du commerce, Anna Hallberg, a déclaré que même si d'autres parties du monde parlent de protectionnisme, ce n'est pas la bonne voie à suivre: "L'UE, en tant que plus grande région économique du monde, doit être à l'avant-garde d'un commerce ouvert, équitable et libre. Sinon nous serons sur un chemin dangereux." La Suède a mobilisé les ministres du commerce des pays libéraux" partagent les mêmes idées "pour contrebalancer les propositions protectionnistes de leurs collègues de l'UE et de la Commission européenne".

En conclusion, on peut bien dire que la pandémie Covid-19 a rendu la vie plus difficile dans tous les domaines, surtout dans l'économie. Notre but est de travailler pour diminuer les effets de cette pandémie dans l'UE. Pour cette raison, on doit choisir des solutions applicables dans tous les pays de l'UE. Le protectionnisme pourrait être une solution utile si tous les pays avaient les mêmes politiques ou les mêmes niveaux d'économie. On vous affirme une dernière fois que nous sommes contre le protectionnisme européen. Avec d'autres solutions, on est sûr qu'on va développer le marché européen.